

Burundi : un officiel de l'ONU met en garde contre le retour de la violence

@rib News, 16/10/2010 â€“ Source Xinhua Il y a des risques d'un retour de la violence au Burundi, mais il existe aussi de la bonne volonté de la part des acteurs clés à être capable de l'éviter, a indiqué vendredi le Représentant exécutif Nations unies au Burundi, Charles Petrie. Petrie a indiqué que la violence observée ces derniers jours dans la partie Ouest du pays n'était pas encourageante. "Le risque de retour à la violence (au Burundi) est réel. Il serait naïf de penser que tout va bien. Il y a, cependant, des signes encourageants susceptibles d'éviter le retour à la violence," a confié Petrie à des journalistes.

"Etant donné que le dialogue politique existe, il n'y aura aucune sympathie de la communauté internationale pour ceux qui utilisent la violence parce qu'ils auront enfreint non seulement les lois nationales, mais aussi les lois internationales. Il y a une détermination de faire rétablir le droit international non seulement au Burundi, mais aussi dans la Région des Grands Lacs", avertit Charles Petrie. Il a indiqué que la plupart des acteurs politiques ont dit non à la violence comme moyen d'expression de leurs opinions, et que la population burundaise en général est fatiguée par la guerre. Selon lui, parmi les signes encourageants figurent le discours que le président Pierre Nkurunziza a prononcé lors de sa cérémonie de prestation de serment pour un second mandat de cinq ans, ainsi que les discussions en cours entre le gouvernement et l'opposition. "D'autres signes encourageants comprennent notamment l'engagement de la communauté internationale à continuer de soutenir le Burundi après le processus électoral et la Communauté est-africaine (EAC), un bloc dont le Burundi fait partie, et qui ne peut pas tolérer le retour de la violence au Burundi," a indiqué Petrie. Le Burundi est un pays qui sort d'un conflit. Après l'indépendance en 1962, il a été caractérisé par une violence courante basée sur des divisions ethniques. Des groupes rebelles ont rejoint le processus de paix avec le gouvernement, conduisant à la signature de l'Accord de paix d'Arusha en août 2000. En 2005, le Burundi a organisé ses élections démocratiques historiques au cours desquelles Pierre Nkurunziza avait été élu. Il a été réélu en juin dernier puisqu'il était le candidat après la décision de l'opposition de boycotter le scrutin pour, selon eux, des fraudes massives dans les précédentes élections communales du 24 mai. Depuis lors, des actes violents ont été rapportés dans l'ouest du Burundi, jadis bastion du défunt mouvement Forces nationales de libération (FNL). Entre temps, plusieurs dirigeants de l'opposition ont été contraints à la clandestinité par crainte d'une arrestation.